



24 mars 2010

Mail : gsen.edfgdf@free.fr
http://energiesocialiste.free.fr

Dix ans après la transposition en France de la première directive européenne Electricité,

LOI NOME : DERNIER AVATAR D'UN PROCESSUS DELETERE

Contribution à la réflexion du GSEN Energie EDF-GDF et de la Commission Nationale Service Public du Parti Socialiste

Les élections régionales passées, le Gouvernement va donc soumettre aux assemblées une nième loi en quelques années concernant le secteur de l'énergie. Il s'agit cette fois rien moins que d'instituer une **Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité (NOME)**¹. Il n'est pas possible de la comprendre, d'en comprendre le besoin, d'en mesurer la nécessité sans la situer dans l'enchaînement des épisodes précédents et par rapport à l'état actuel du secteur énergétique dans lequel les règlements antérieurs successifs l'ont plongé.

Au-delà du vibrionnage politico-médiatique propre aux fonctionnements du régime actuel, le secteur de l'énergie dégage aujourd'hui chaque jour, pour les salariés et les Français, une indéniable impression de chaos entretenu. Même si un événement soigneusement médiatisé chasse le précédent, la succession des annonces, des décisions organisationnelles, tarifaires, des événements construit une ambiance où la déstabilisation et la démolition d'une structure industrielle fondamentale, en laquelle les Français avaient confiance, apparaissent comme l'objectif à atteindre, coûte que coûte et quoiqu'il en coûte. L'inhérente inertie de l'industrie énergétique et la remarquable organisation dont la France s'était finalement dotée, portée par l'esprit de la Libération en 1946, tirant sagement les enseignements d'un passé confié jusque là aux compagnies privées des eaux et de l'éclairage, ont évité jusqu'à aujourd'hui le pire, et dissimulé dans la profondeur de sa complexité de ses fonctionnements techniques l'ampleur des blessures infligées et la nouvelle faiblesse qui en résulte. Les nombreuses victimes, occasionnées à Mulhouse et à Dijon par la rupture des canalisations gazières en fonte cassante, les déboires du chantier AREVA-Bouygues de la centrale nucléaire finlandaise, le taux de disponibilité des centrales nucléaires françaises, l'échec dans la réponse à l'appel d'offres pour une centrale nucléaire à Abou Dhabi face à l'entreprise publique nationalisée coréenne KEPCO, l'abandon de la taxe carbone, sont les premières manifestations externes mais assourdies d'une dégradation progressive d'un secteur qui avance sur son ère, mais est fragilisé chaque jour un peu plus par la mise en œuvre d'une politique, dont on ne peut que reconnaître la constance dans l'action, tandis que le discours qui l'enveloppe tient de l'absurde, par la manipulation de symboles, la

dévalorisation des mots, la multiplication des textes, l'orchestration de la confusion intellectuelle et le recours appliqué aux mensonges et aux trahisons. La complexité technique et économique du sujet est ainsi instrumentalisée, sans au niveau du public que des institutions parlementaires pour rendre le débat incompréhensible, et permettre le libre jeu des intérêts privés dans ce terrain de ruines.

Dans cette situation, quelle utilité présente pour le Gouvernement de Nicolas Sarkozy la loi NOME ?

Puisqu'elle en propose une nouvelle organisation, elle cherche avant tout à faire entériner par les Français et ses représentants l'existence d'un impossible marché de l'électricité, à la faire admettre une fois pour toutes. En demandant à la Commission Champsaur de préparer son terrain, en lançant la discussion du projet après sa défaite cinglante aux dernières élections régionales, il cherche à limiter la discussion sur l'organisation du secteur de l'énergie à ce cadre imposé et y contraindre tout les forces syndicales, associatives et politiques, pour rendre cette illusion de marché et les privatisations qu'il a autorisées irréversibles.

Après avoir imposé par la force et par la ruse la mise en place de cette fiction de marché et avoir pratiqué cette démolition combinée de l'ensemble EDF-GDF, contre la volonté des Français, il s'agit aujourd'hui de pérenniser ce qui a été acquis dans cette direction, notamment la nouvelle distribution des rentes de situation entre personnes, physiques et morales, privées et cette possibilité d'imposer aux Français, grâce aux nouveaux rapports mis en place, de nouveaux prélèvements obligatoires à leur profit par le biais des factures d'électricité et de gaz qu'ils devront acquitter. Il faut consacrer définitivement l'oligopole privé de l'électricité et du gaz, avant que d'aller plus loin dans sa définition, sa reconstitution complète sur la base de ses fantômes incarnés jusqu'alors dans les Compagnies des Eaux survivantes de la Libération. Pour ce faire, l'appui de tous est requis. C'est d'autant plus indispensable, qu'il est patent aujourd'hui, que ces évolutions ont conduit à un échec retentissant. Cela est vrai partout dans le monde. Cela est reconnu. Partout, l'augmentation des prix, la panne de l'investissement est au rendez-vous de la libéralisation. Les Etats-Unis, qui avaient été aux origines de la dérégulation dans leur propre pays et dans le monde, pour améliorer l'efficacité de leurs monopoles privés régulés, ont prudemment arrêté en



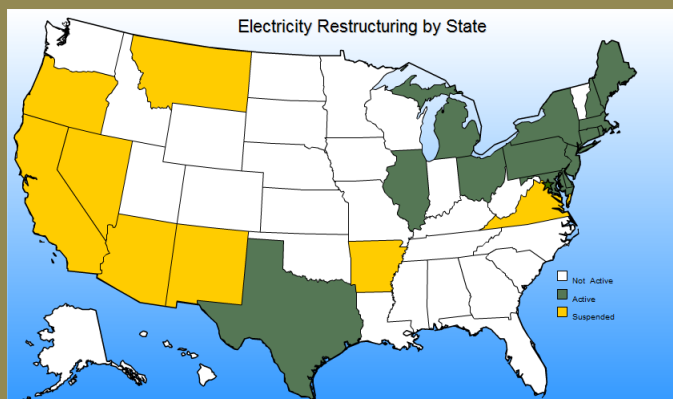
¹ On notera, bien sur, dans l'intitulé l'abandon désormais de toute référence au Service Public, qui était jusque là une référence obligée à laquelle il convenait encore de se plier.

2002 toute restructuration de leur système électrique dès la faillite d'ENRON en décembre 2001. La Corée du Sud, par exemple, a sagement réfléchi et débattu de la question, pour toujours la repousser et préserver les qualités de son système énergétique public et la sécurité de son nucléaire et de ses approvisionnements gaziers. *Paul Magnette*, ministre socialiste belge de l'énergie, qui se débat dans un bras de fer permanent sur le montant des taxes et des tarifs avec GDFSuez, héritière du monopole privé d'Electrabel-Tractebel en Belgique, le déclare tout net, mais dans une situation où ce pays se trouve faire face maintenant à un monstre industriel, doté depuis l'absorption de GDF, d'une puissance multipliée, dont il n'hésite pas à user implacablement, lorsque le pouvoir politique ne se plie pas à ses desseins ou à ses intérêts, parfois à ses caprices.

L'impression d'échec, de gâchis, de dégoût est d'autant plus fortement ressentie dans notre pays, au-delà d'ailleurs de frontières partisans, du fait que l'ensemble nationalisé EDF-GDF avait permis en plus de cinquante ans de travail serein et de qualité incontestable, de répondre dans les meilleures conditions économiques aux besoins du pays, d'entraîner dans les faits (et non dans les mots devenus creux d'une rhétorique éculée), d'amener son industrie au meilleur niveau de l'innovation et d'assurer au mieux la mise en œuvre exemplaire de nouvelles technologies nucléaires ou gazières. Le paradoxe historique voudra que le mouvement de libéralisation /dérégulation, amorcé aux Etats-Unis pour alléger les institutions d'une régulation devenue par force trop lourde pour prendre en compte les multiples aspects d'une complexité inhérente au système énergétique, aura en fin de compte détruit un système français, bâti sur l'autorégulation de monopoles publics couplés nationalisés et donc ne souffrant pas de ces maux, et mis en place un système bancal fondé sur un duopole privé, bricolé à partir des restes des compagnies des eaux nées au second empire, et qu'il s'agira désormais de réguler.

Revers sadique de l'histoire, qui place la France, après qu'elle ait détruit ses atouts, dans l'obligation de résoudre maintenant un problème impossible, celui-là même que les Etats-Unis avaient tenté de faire disparaître en libéralisant (dérégulant) pour éliminer les inefficacités et les phénomènes de capture², liés à une telle situation.

Etat de la restructuration du secteur électrique aux Etats-Unis au 1^{er} Janvier 2010
(source : administration américaine de l'énergie)



Sans parler des coûts considérables et des gaspillages engendrés par la restructuration inutile entreprise, qu'il faudra bien chiffrer un jour, le pays en est structurellement et durablement affaibli. Son

² nom pudique donné à la corruption du personnel politique pour qu'il décide, sur le dos de l'usager, de la régulation la plus profitable à l'entreprise privée

Fig N° 1 : tous ensemble avec le Président, sur un projet national reconnu d'utilité publique ?
Le Président se prévalant en direct sur TF1 du soutien de l'ensemble des syndicats pour la nomination d'Henri Proglio à la tête d'EDF...



fonctionnement démocratique en sera affecté, par la puissance des monstres industriels engendrés et de l'oligarchie mis en place, conformément au grand dessein sarkoziste, ébauché dès le premier soir de l'élection au *Fouquet's*.

Nicolas Sarkozy doit donc tenter de rassembler, de resserrer les rangs pour persévérer face à l'évidence et impliquer le pays, dans toutes ses composantes, dans un soutien à un édifice branlant certes, mais porteur de tant d'avantages pour ses promoteurs. Nicolas Sarkozy ne disait rien d'autre dans son interview au Figaro Magazine, à la veille du premier tour des élections régionales :

« Je ne pratique pas l'ouverture pour gagner des suffrages. Je n'ai même jamais pensé qu'elle pouvait faire gagner des voix. En revanche, le sentiment que le président de la République oublie les considérations partisans au moment où il choisit les personnes qu'il doit nommer, qu'il le fait avec l'exclusive préoccupation de leur compétence contribue à apaiser les tensions toujours à l'œuvre dans un pays comme la France, où les mouvements sociaux peuvent être violents, parce qu'il y existe une tradition de luttes sociales et idéologiques forte. Mon rôle est d'apaiser les tensions pour pouvoir engager les réformes trop longtemps différées. Est-ce un hasard si, depuis trois ans, il n'y a pas eu de drames ni de violence ? J'ai été élu pour entreprendre des réformes et je mettrai en œuvre l'intégralité de mon projet présidentiel. L'ouverture permet de faire avancer ces réformes sans crispations dans un climat apaisé et serein. »

La Commission *Champsaur*, la Commission *Roussely* sur l'organisation du nucléaire ont cette finalité. Pour parachever sa contre-réforme énergétique, face aux réalités techniques et économiques, incontournables auxquelles elles se heurtent, il a besoin de cet appui. Les faits prouvent que cette voie est sans issue, quand l'absurde le dispute aujourd'hui à la cupidité financière pour créer une situation toujours plus dangereuse chaque jour. Au fond du trou, la première chose à faire est d'arrêter de creuser.

N'est-il pas temps d'arrêter ce cours destructeur, de rétablir le **cordons sanitaire entre le secteur énergétique et le secteur financier qui le cannibalise** ? Penser à la **renationalisation du secteur de l'électricité et du gaz** n'est-il pas le moyen le plus évident d'échapper au danger créé et de répondre enfin en toute transparence aux besoins énergétiques et climatiques de l'heure ?

ENERGIE 2000-2010 : LES ANNÉES SOMBRES

DEVOIR DE MÉMOIRE : LES ÉTAPES PRINCIPALES DE LA DESTRUCTRICE RESTRUCTURATION DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE EUROPÉEN



Groupe Socialiste d'Entreprise National Energie EDF-GDF
 Commission Nationale Service Public
 Parti Socialiste 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07
<http://energiesocialiste.free.fr>

